

BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



POINTS SAILLANTS

- Difficultés en approvisionnement de matières premières dans la zone couverte
- Dépendance aux subventions et accès limités aux financements complémentaires formels ou non-formels
- Identification de besoins d'accompagnement en éducation et gestion financières

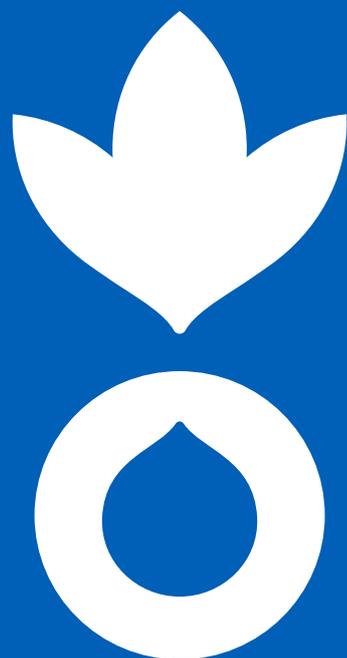


TABLE DES MATIÈRES

Points saillants	1
Introduction.....	3
Sources de Données	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu	5
Niveau d'activité des micro-entreprises.....	5
Ensemble des secteurs d'activité	5
Agriculture.....	6
Artisanat	6
Commerce général	7
Élevage.....	7
Équipement et énergie solaire.....	8
Services	8
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs	9
Aides aux micro-entreprises.....	10
Outils de gestion des micro-entreprises.....	11
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises.....	12
Conclusion	14
Recommandations	14
Informations et contacts	15
Financements.....	15

INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

A cet effet, le HCR a soutenu en 2023, la mise en place de **67** micro-entreprises au camp de M'berra et hors-camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, la mission d'ACF en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

SOURCES DE DONNÉES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (Figure 1).

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement et énergie solaire (10) et service (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

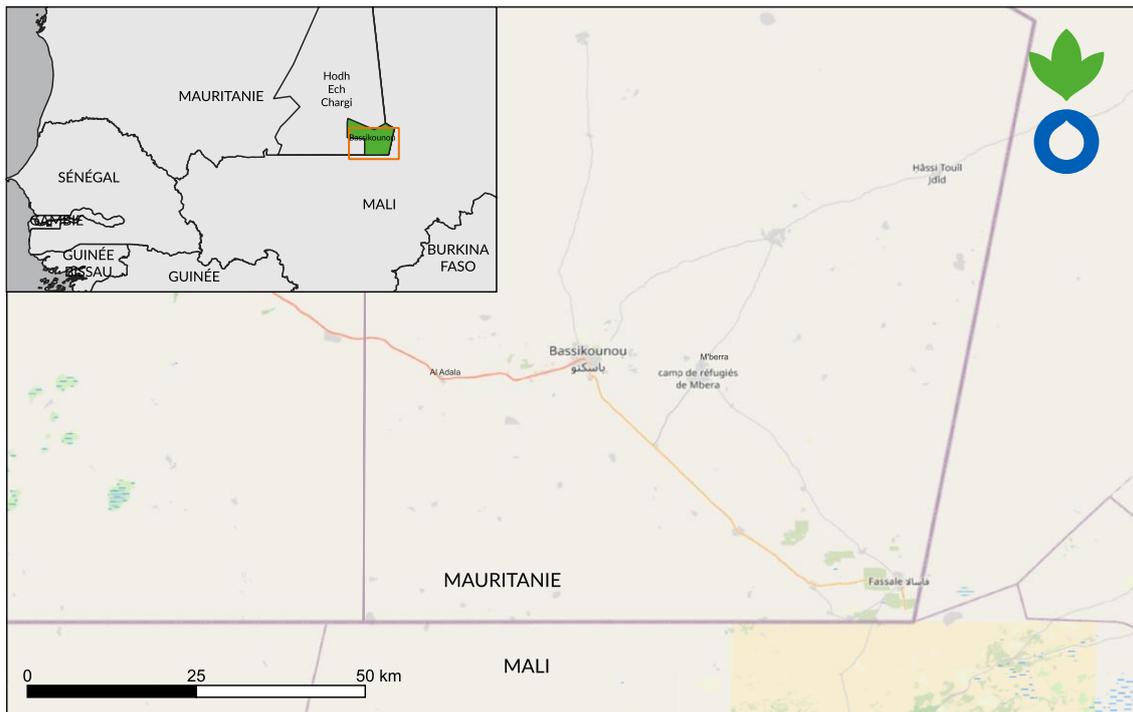


FIGURE 1 – CARTE DE LOCALISATION DES ACTIVITÉS

PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TÉLÉCHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant : [Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :
Mauritanie : [Données de Suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

Action Contre la Faim (ACF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT RÉPONDUS

En janvier 2025, pour ce premier mois d'enquête, 28 entrepreneurs réfugiés et membres de la communautés hôtes (développant des AGR dans le domaine de l'agriculture, l'artisanat, du commerce général, de l'élevage, des services, de la vente des équipements solaires) ont répondu au questionnaire. L'âge moyen de 33 ans, reflète une population relativement jeune et active économiquement avec une parité hommes/femmes de 50% (Figure 2) témoignant d'un engagement significatif des femmes dans le développement économique local, malgré les contraintes socioculturelles et les obstacles structurels.

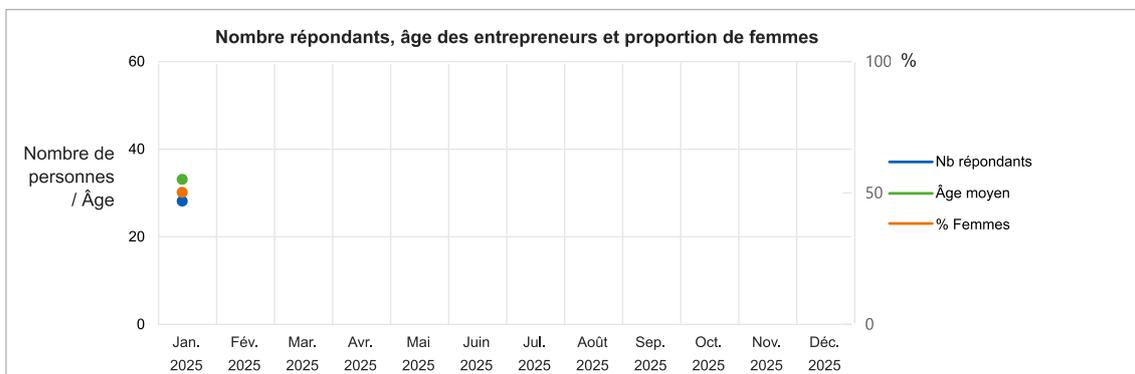


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES RÉPONDANTS

L'effectif moyen des micro-entreprises ayant répondu est de 4 personnes (Figure 3).

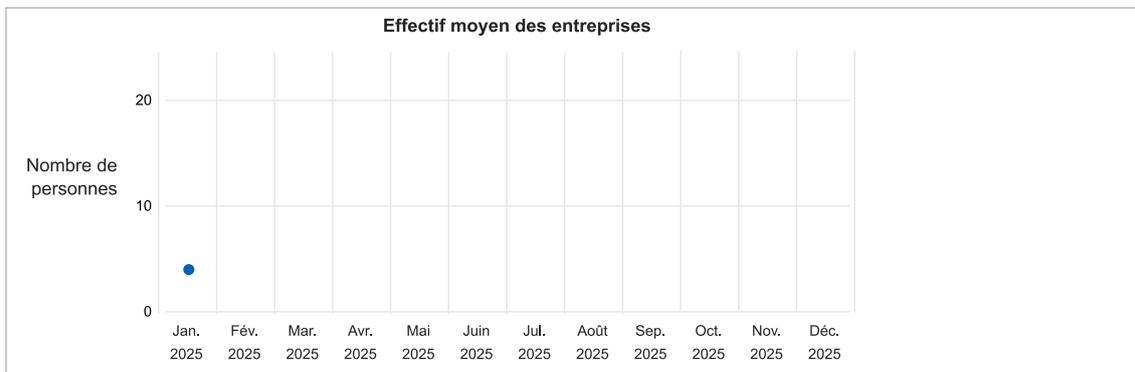


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

NIVEAU D'ACTIVITÉ DES MICRO-ENTREPRISES

ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Dans l'ensemble, les niveaux d'activité et de rentabilité des entreprises sont jugés par les entrepreneurs de normal (moyen) à bon dont principalement sur les secteurs d'activités comme l'agriculture, services, commerce général et artisanat (Figure 4). Près de 69% des entrepreneurs honorent leurs créances indiquant une certaine résilience économique, malgré un environnement souvent marqué par l'instabilité et la dépendance aux aides humanitaires.

L'augmentation de la population du camp de M'berra pourrait être une opportunité pour ces entrepreneurs et expliquer la bonne santé de certaines de ces micro-entreprises, par la hausse de leurs offres de biens et services.

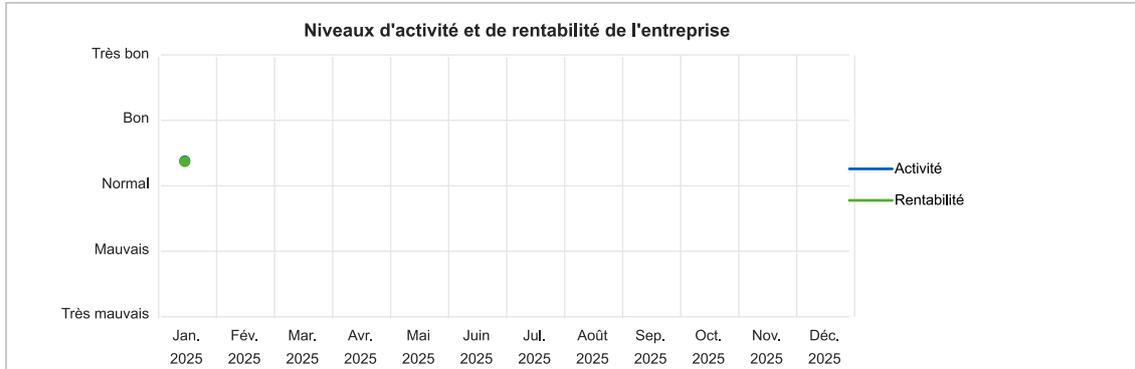


FIGURE 4 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ CONFONDUS

AGRICULTURE

Une activité rentable, majoritairement portée par des femmes à travers le maraîchage. Les entrepreneures parviennent à honorer intégralement leurs créances, malgré des défis persistants liés au coût élevé des intrants, à la main-d'œuvre onéreuse et à l'absence d'un système structuré d'épargne. Le manque d'accès au financement supplémentaire limite également leur capacité d'expansion et d'investissement.

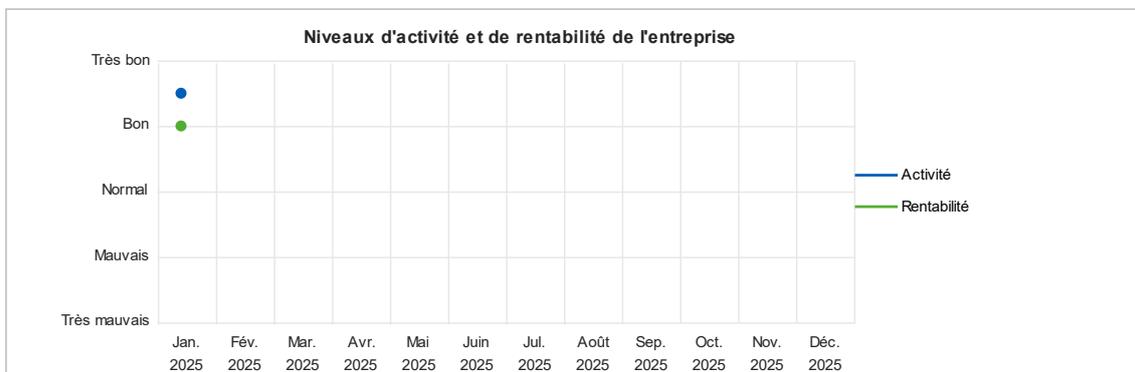


FIGURE 5 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

ARTISANAT

Les micro-entreprises offrant des produits artisanaux à la population présentent une rentabilité moyenne avec une bonne utilisation des outils de gestion et une capacité d'épargne qui favorise le réinvestissement. La formation dispensée par le Centre de Formation Technique et Professionnelle (CFTP) de M'berra a renforcé les compétences techniques des artisans. Cependant, la viabilité financière reste fragile : les entrepreneurs peinent à honorer leurs engagements, notamment en raison du niveau élevé de la dette des clients et du coût élevé des matières premières. La taille réduite des micro-entreprises (en moyenne trois employés) limite également leur développement.

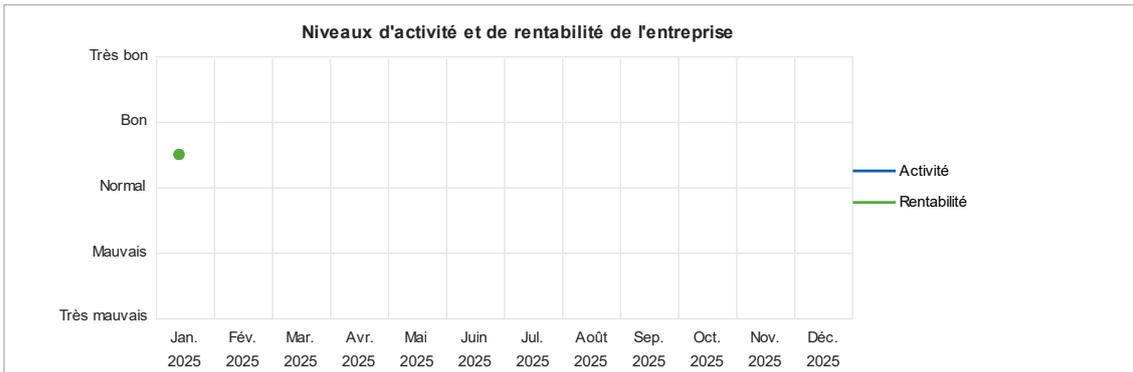


FIGURE 6 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

COMMERCE GÉNÉRAL

Les micro-entreprises offrant des produits divers présentent une rentabilité modérée, avec une gestion rigoureuse des stocks grâce aux carnets de suivi. L'ensemble des commerçants (100%) parviennent à honorer leurs créances en s'appuyant sur l'aide des ONG et du soutien familial. Toutefois, ils font face à des défis majeurs : ruptures fréquentes de stock, flambée incontrôlée des prix et accès limité au financement. La forte compétitivité du secteur constitue également une menace importante pour ces micro-entreprises.

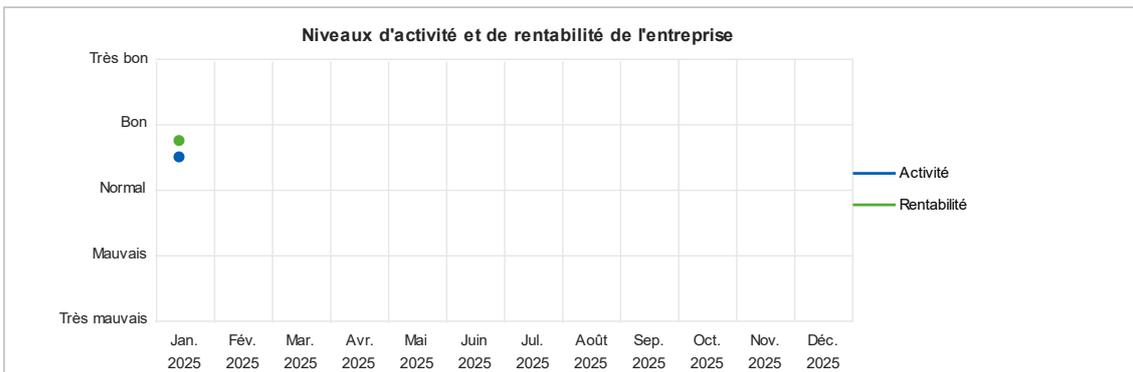


FIGURE 7 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GÉNÉRAL

ÉLEVAGE

Les micro-entreprises exerçant dans le domaine de l'élevage présentent une rentabilité moyenne, avec 69% des éleveurs capables de rembourser leurs créances. Ce secteur, dominé par les hommes (62% des entrepreneurs), bénéficie à la fois de ressources internes (épargne personnelle, tontine) et d'un appui externe (subventions des ONG). Une proportion significative des acteurs réinvestit dans l'activité grâce à l'épargne. Cependant, la dette des clients et la forte concurrence freinent le développement du secteur, dans cette zone.

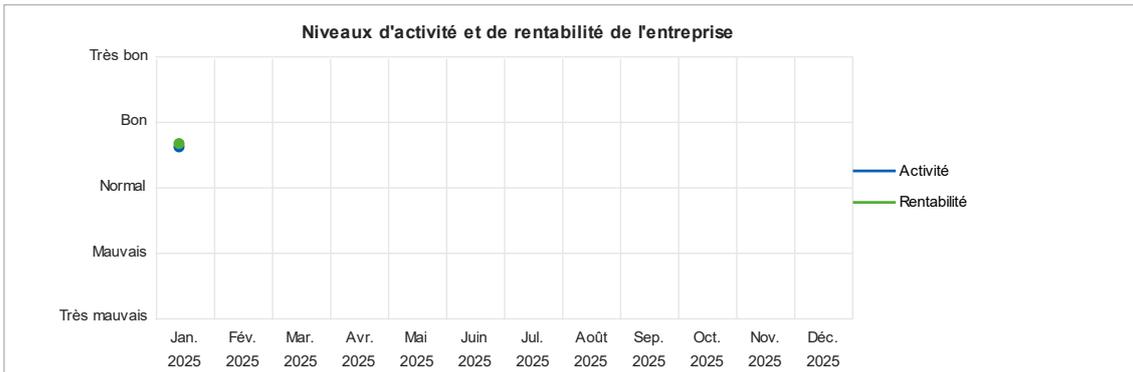


FIGURE 8 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

ÉQUIPEMENT ET ÉNERGIE SOLAIRE

Un secteur à faible rentabilité, avec seulement 25% de femmes impliquées. La qualité des produits, la saturation du marché et la difficulté à écouler les stocks constituent des obstacles majeurs. La population disposant d'un pouvoir limité pour l'acquisition de ces équipements solaires préfère se tourner vers des produits de première nécessité. De plus, la dépendance aux subventions des ONG pour l'investissement rend ce secteur vulnérable à la pérennisation des activités. Toutefois, ce secteur présente un fort potentiel au camp de M'berra qui n'est pas raccordé au réseau national d'électricité.

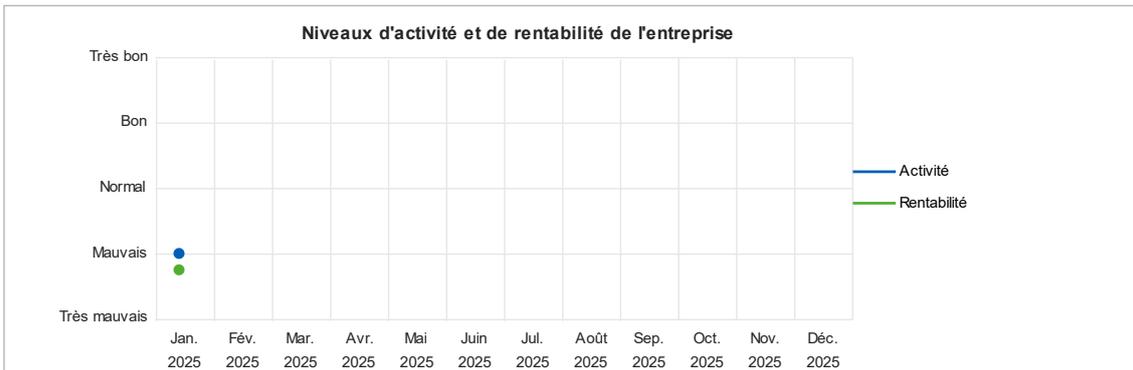


FIGURE 9 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

SERVICES

Un secteur à rentabilité moyenne où la totalité des entrepreneurs réussissent à honorer leurs créances et utilisent des outils de gestion. La présence féminine est paritaire (50%) et l'épargne via la tontine traditionnelle permet le réinvestissement. Les principales difficultés rencontrées concernent l'approvisionnement en ressources et l'accès aux financements, limitant ainsi la croissance des activités.

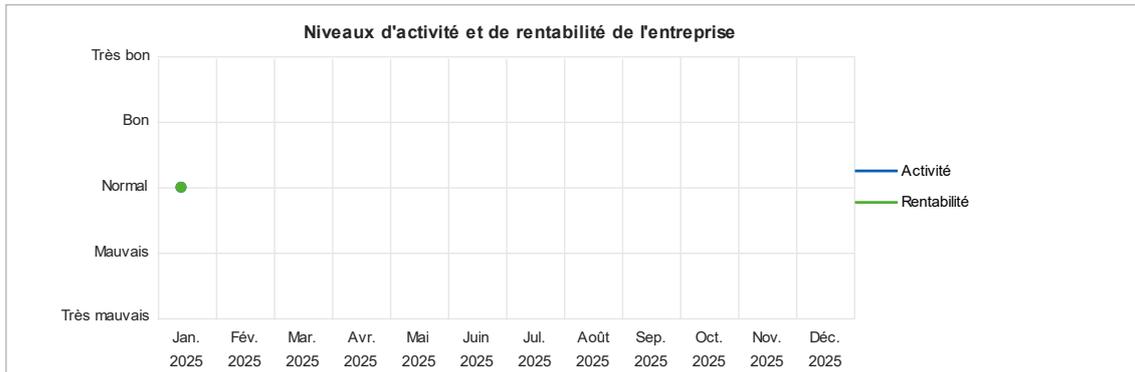


FIGURE 10 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DES SERVICES

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRENEURS

Les difficultés rapportées concernant l'approvisionnement en matières premières touchent principalement les prix des intrants jugés élevés par 52% des entrepreneurs, un facteur aggravé par les coûts de transport, la dépendance aux fournisseurs extérieurs et la lenteur de la chaîne de ravitaillement par 16% des entrepreneurs (Figure 11) lié au caractère enclavé du camp de M'berra. Près de 28% des entrepreneurs rapportent aucune difficulté liée à l'approvisionnement, s'expliquant par la nature de leurs activités génératrices notamment dans le secteur des services ou de l'artisanat local moins affectées par ces contraintes logistiques.

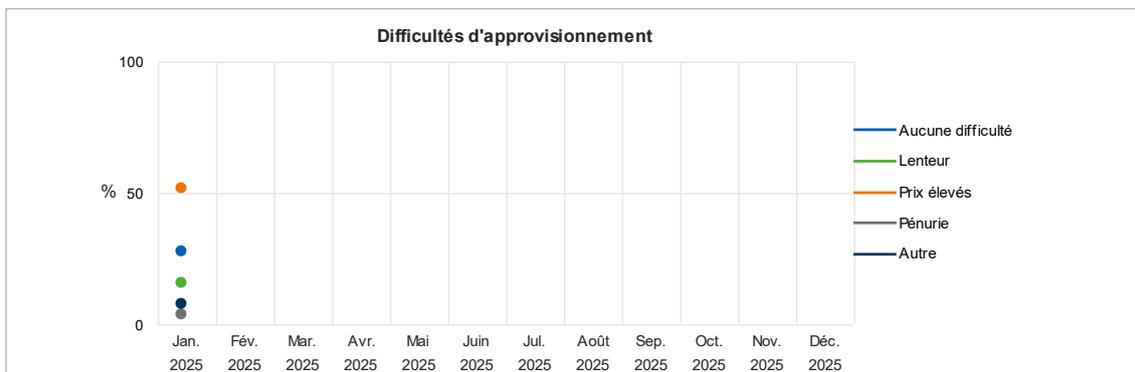


FIGURE 11 - DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Les résultats de ce suivi montrent 30% des entrepreneurs ayant répondu au questionnaire rapportent des difficultés liées à la dette des clients une situation courante dans la zone où le pouvoir d'achat est limité et où les mécanismes de crédit informels sont omniprésents alors que pour 26%, les difficultés sont liées au prix de la main d'œuvre trop coûteuse (Figure 12). Par ailleurs, 22% des entrepreneurs rapportent des difficultés liées à l'accès aux financements, ce qui est l'un des freins majeurs à l'expansion des activités économiques et aux investissements. La quasi-absence de structures financières adaptées (microfinance, crédits solidaires) empêche de nombreux entrepreneurs d'investir dans le développement de leur entreprise. De plus, la plupart de ces entrepreneurs n'ont pas d'apport personnel et dépendent fortement des subventions échelonnées du HCR. Ce qui pourrait poser des problèmes de durabilité si ces fonds ne sont pas renouvelés ou débloqués avec des retards surviennent dans le déblocage des fonds.

Près de 13% de ces entrepreneurs se heurtent à une forte compétitivité dans les domaines de l'élevage, des équipements solaires et du commerce général. Cela reflète une saturation du marché local où l'absence de débouchés extérieurs limite les opportunités de croissance.

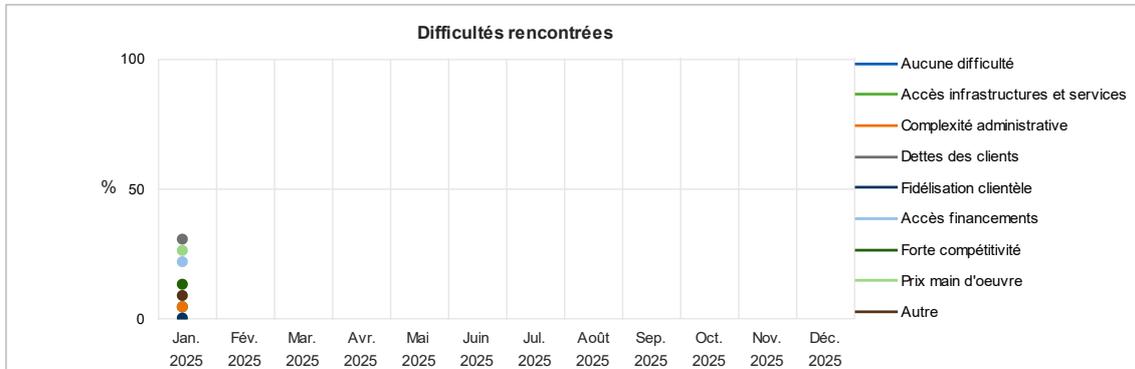


FIGURE 12 – DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

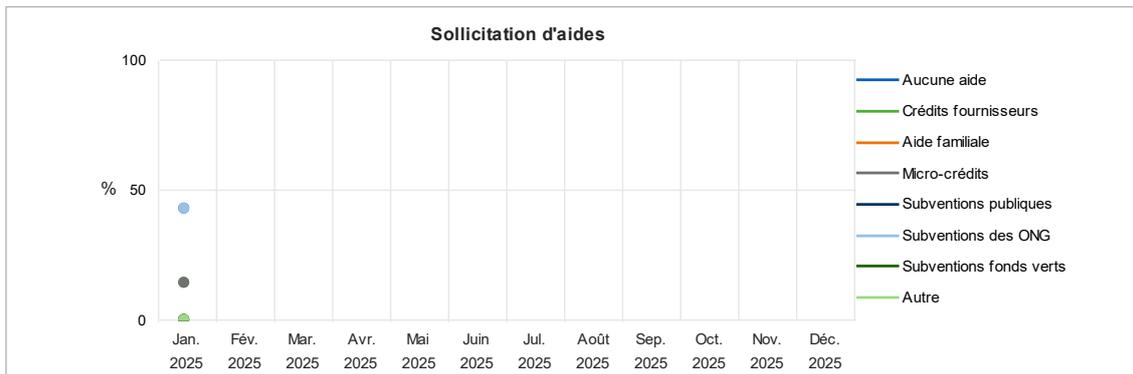
D'après les résultats de ce suivi, 69% des entrepreneurs déclarent que leur entreprise parvient à honorer leurs créances indiquant une relative stabilité financière pour une majorité d'entre eux. Toutefois, 31% des micro-entreprises rencontrent des difficultés de paiement (Figure 13) révélant une fragilité structurelle et une dépendance aux cycles de trésorerie souvent irréguliers.



FIGURE 13 - ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

L'accès aux aides pour les entrepreneurs reste fortement contrasté : 43% des entrepreneurs n'ont sollicité aucune aide, témoignant une certaine volonté d'indépendance vis-à-vis des financements externes, alors que 43% ont sollicité des subventions d'ONG indiquant que près de la moitié des entrepreneurs comptent sur l'appui humanitaire pour développer leurs activités. Par ailleurs, 14% ont fait appel à des micro-crédits et 14% aux crédits des fournisseurs (Figure 14), ce qui reflète une approche encore limitée du recours aux financements formels.


FIGURE 14 - AIDES SOLLICITÉES

De plus, 23% des entrepreneurs n'ont bénéficié d'aucune aide extérieure, renforçant l'idée que l'accès au financement reste un défi majeur. Mais, 27% ont bénéficié de formation technique à travers le centre de formation technique et professionnel (CFTP) et de soutiens issus d'Association Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC). (Figure 15) Ce qui souligne l'importance des initiatives locales pour renforcer les capacités entrepreneuriales et favoriser l'autonomie financière.


FIGURE 15 - AIDES REÇUES

OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

L'utilisation des outils de gestion des microentreprises est un indicateur clé de la structuration et de la viabilité des activités entrepreneuriales : 62% des entrepreneurs utilisent des outils de gestion démontrant une prise de conscience de l'importance du suivi financier. Cependant, 23% disposent d'outils mais ne les utilisent pas, ce qui traduit un besoin de formation complémentaire pour optimiser leur gestion et prendre de meilleures décisions stratégiques et 15% ne disposent d'aucun outil (Figure 16). Cela illustre un défi en matière d'éducation financière, de formalisation et de structuration des micro-entreprises.



FIGURE 16 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

L'accès à l'épargne et aux investissements est très hétérogène parmi les entrepreneurs interrogés : 40% des entrepreneurs ne disposent d'aucune épargne, les rendant particulièrement vulnérables aux chocs économiques et limitant leur capacité à financer leur propre croissance, tandis que 32% utilisent un système d'épargne personnel et 16% la tontine traditionnelle (Figure 17). Ce qui témoigne une relance et/ou une promotion des mécanismes informels et communautaires adaptés aux contextes où l'accès aux services financiers formels est limité.

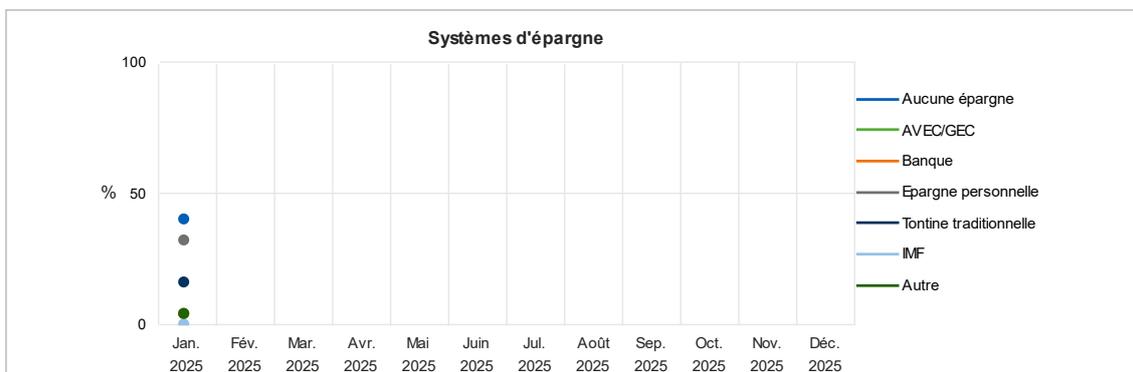


FIGURE 17 - SYSTÈME D'ÉPARGNE UTILISÉ PAR LES ENTREPRENEUR

Concernant l'investissement dans les microentreprises : 33% des entrepreneurs n'ont effectué aucun investissement traduisant soit un manque de moyens, soit un environnement trop incertain pour prendre des risques financiers (Figure 18). Environ, 29% utilisent des subventions des ONG comme principale source de financement, ce qui pose la question de la soutenabilité des activités une fois ces aides échuës. En outre, 17% des entrepreneurs ont recours aux fonds personnels ou familiaux soulignant la nécessité de renforcer les dispositifs de financement de proximité et autonomes pour éviter une dépendance excessive aux soutiens extérieurs.



FIGURE 18 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT

CONCLUSION

Cette première enquête de suivi des performances des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou met en lumière plusieurs aspects clés tels que la rentabilité, la capacité d'épargne et d'investissement, la gestion financière, les difficultés voire des défis que rencontrent ces entrepreneurs.

Malgré un niveau d'activité jugé satisfaisant pour la majorité des entrepreneurs, des difficultés liées à l'approvisionnement, aux dettes clients et à l'accès au financement persistent. Ces écarts de performances sont fonction des domaines d'activités et des capacités des entrepreneurs voire de l'accès au marché. Ce qui nécessitent la mise en place des actions ciblées, concrètes et durables.

Par ailleurs, cette enquête a mis en évidence le rôle important des ONG et des structures locales dans l'accompagnement de ces entrepreneurs par des actions de sensibilisation à l'utilisation d'outils de gestion et la mise en place des facilités pour encourager l'inclusion financière des populations.

Au regard de ces résultats, il est essentiel de renforcer les mécanismes de suivi et d'appui pour renforcer la résilience et la viabilité des micro-entreprises appuyées et installées au camp de réfugiés de M'berra et hors camp, dans la moughataa de Bassikounou.

RECOMMANDATIONS

De ce qui précède et soucieux d'améliorer la performance et la durabilité de ces micro-entreprises, les actions ci-dessous citées devront être développées à cette fin :

- Développer des partenariats avec des institutions de microfinance et des banques pour offrir des financements complémentaires adaptés aux besoins et situations des entrepreneurs.
- Faciliter l'approvisionnement en intrants à travers des mécanismes d'achat groupé pour réduire les coûts des matières premières et accélérer la chaîne de ravitaillement.
- Accroître l'offre de services non-financiers (formations pratiques sur la gestion financière et comptable) pour améliorer l'utilisation des outils de gestion.
- Sensibiliser les entrepreneurs aux avantages de l'épargne et développer des dispositifs de tontine, de financements familiaux et de fonds de garantie pour sécuriser les investissements.
- Renforcer l'accompagnement technique et un mentorat régulier pour aider les entrepreneurs à structurer et pérenniser leurs activités.
- Sensibiliser et faire le suivi physique des entrepreneurs ayant des difficultés à répondre au questionnaire de Telerivet afin d'améliorer le nombre de répondants.

INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- www.sigsahel.info pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – awane@mr.acfspain.org
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – rkamledy@mr.acfspain.org
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – cadiallo@wa.acfspain.org
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – elavaud@wa.acfspain.org
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – erfillol@wa.acfspain.org

FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

